**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS:** Guinée

**TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL :**

**ANNEE DE RAPPORT:** Juin 2020

|  |
| --- |
| **Titre du projet:** Appui à la gestion des risques liés à la dégradation environnementale dans les zones à risque de radicalisation et de conflits potentiels**Numéro Projet / MPTF Gateway:** **113698 PBF290** |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):** [ ]  Fonds fiduciaire pays[ ]  Fonds fiduciaire régional**Nom du fonds fiduciaire:**       | **Type et nom d’agence récipiendaire:** **Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) (Agence Coordinatrice)****Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)****Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)** |
| **Date du premier transfert de fonds: 02** Janvier 2019**Date de fin de projet: 31** Juillet 2020 **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre?**  |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:**[ ]  Initiative de promotion du genre[ ]  Initiative de promotion de la jeunesse[ ]  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)[ ]  Projet transfrontalier ou régional |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):** **Agence récipiendaire Budget** ONUDI $ 692718.00PNUD $ 468125.00FAO $ 339725.00  Total: $ 1500568.00 Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet: 65%\*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\***Budgetisation sensible au genre:**Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: $ 450000.00Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: $ 300000.00 |
| **Marquer de genre du projet:** **Marquer de risque du projet:** **Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area »):**  |
| **Préparation du rapport:**Rapport préparé par: Jean Louis MAOMYRapport approuvé par: Siaka Bashir CONDELe Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: Oui |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères):

# Le projet a un résultat, trois produits et 16 activités ; il a été conçu pour une mise en œuvre en quatre (4) grandes phases à savoir :

# La phase de démarrage du projet :

Le projet a démarré par la mise en place de l’équipe de gestion (coordination) du projet et de la tenue du premier comité technique et du comité de pilotage pour le lancement officiel.

Aussi, dans cette phase, le Plan de Mise en Œuvre (PMO) a été conjointement élaboré et approuvé par l’ensemble des acteurs impliqués (gouvernement, Secrétariat du PBF, agences et ONGs partenaires de mise en œuvre). Ce plan a été suivi par l’élaboration des plans d’actions par agences et la signature des contrats/protocoles d’accord entre les agences et les ONG partenaires de mise en œuvre du projet sur le terrain.

# La phase d’information, de mobilisation, d’identifications et mise en place des mécanismes de gouvernances du projet au niveau local :

A ce niveau, les autorités locales (élus locaux, autorités administratives, services déconcentrés de l’Etat impliqués, ONGs partenaires) ont identifié de façon participative les localités les plus impactées par la dégradation environnementale à travers des ateliers préfectoraux qui ont permis d’expliquer à tous le continu du projet (les raisons de la mise en œuvre de ce projet, le résultats attendus, les produits du projet, les bénéficiaires directs, le mode de gestion au niveau local du projet). A cet effet, 20 communes sur 123 ont été identifiées comme étant plus impactées par la dégradation environnementale et où on enregistre plus de conflits induits ou accélérés par cette dégradation environnementale.

Les communautés ont été impliquées dans la gouvernance du projet à travers les cadres communaux de concertation mis en place de manière inclusive, qui sont les centres d’appui de l’ensemble des activités au niveau de chaque commune bénéficiaire.

Ainsi avec l’appui des cadres communaux de concertation, les activités de sensibilisation et de formation de masse sur la dégradation environnementale, ses impacts structurels, institutionnels, humains ont été développées dans les 60 districts bénéficiaires du projet. Les causes de cette dégradation ont été identifiées sur la base d’analyses communautaires sur les facteurs et les acteurs de dégradation environnementale. Aussi, les échanges communautaires ont porté sur la compréhension de ce que veulent dire « vulnérabilité » et « risque à la radicalisation ».

A la suite des échanges communautaires, les 650 bénéficiaires directs du projet ont été identifiés ainsi que les AGR et HIMO vertes à réaliser dont trois (3) par district, comme réponses aux causes des conflits induits ou accélérés par la dégradation environnementale.

# La phase de gouvernance et d’appui à la gouvernance locale ;

La gouvernance du projet au niveau centrale est assurée par deux instruments ou mécanismes à savoir le comité de pilotage au niveau stratégique et le comité technique au niveau opérationnel.

Les deux mécanismes s’appuient sur l’équipe de la coordination pour l’implémentation des décisions prises et d’en assurer le suivi quotidien de la mise en œuvre du projet.

Les agences d’exécution du projet, les départements ministériels impliqués, le secrétariat permanent du PBF ainsi que les ONG partenaires constituent les membres de ces différents instruments/mécanismes.

La gouvernance locale du projet quant à elle, repose sur les cadres communaux de concertation mis en place, composés de l’ensemble des acteurs impliqués dans la dégradation de l’environnement, la prévention et gestion des conflits ainsi que les leaders des jeunes, des femmes et des personnes ressources (références) pouvant influencer les attitudes et comportements communautaires.

# La phase de réalisation des Activités Génératrices de Revenus (AGR) et Hautes Intensité de Main d’œuvre (HIMO) vertes

Les AGR et HIMO vertes constituent des alternatives et des réponses effectives à la dégradation environnementale, à la réduction de la vulnérabilité et du risque de radicalisation des bénéficiaires directs et indirects du projet.

Ces activités AGR et HIMO vertes seront mises en œuvre par les bénéficiaires directs du projet. Elles compléteront de manière progressive et concrète, les activités d’information, de sensibilisation et de mobilisation au niveau communautaire pour la préservation de l’environnement. Aussi, ces AGR et HIMO vertes permettront aux élus locaux d’identifier d’autres créneaux d’initiatives intelligentes pouvant davantage améliorer la consommation énergique des ménages, la production agropastorale et d’autres pratiques comme l’exploitation artisanale de l’or, la chasse et la coupe abusive des bois à des fins artisanales.

**Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères):**

 Afin de soutenir et d’accompagner le processus de mise en œuvre du projet, les communautés bénéficiaires bénéficieront de la poursuite des activités de sensibilisation et de mobilisation à tous les niveaux.

A cet effet, les élus, leaders communautaires et autres acteurs d’appui au développement au niveau local seront mobilisés à travers des séances d’information, de sensibilisation autours des initiatives vertes (AGR et HIMO vertes) afin qu’ils les accompagnent, s’en approprient et les dupliquent au sein d’autres communautés non bénéficiaires.

Ces activités d’information, de sensibilisation et de mobilisation communautaire seront suivies par la révision des Plans de Développements Locaux (PDL) et les Plans Annuels d’Investissement (PAI) afin qu’ils soient inclusifs, transparents, sensibles aux conflits et au genre. Ces activités s’appuieront sur les cartes de développement communautaires (CDC). Ces CDC avec des possibilités de mise à jour, permettront aux différentes communautés de faire une analyse objective sur la gestion des ressources forestières et environnementales dans leur localité respective.

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. (limite de 1500 caractères):

Dans les districts, communes des préfectures cibles du projet, les communautés, les élus et certains particuliers ont adopté des mesures qui permettre de réduire la dégradation environnementale.

A la suite des activités d’information et de sensibilisation des élus locaux, la pratique de coupe du bois a été règlementée et surveillée par les communautés. Des orpailleurs ont imposé aux détenteurs des sites miniers la nécessité de planter des arbres après les activités de recherche de l’Or dans la préfecture de Siguiri.

Les artisans ont été mobilisés et sensibilisés pour la fabrique des foyers améliorés qui permettent de réduire la consommation de bois de chauffe et du charbon de bois dans le souci de préserver l’environnement et la santé des communautés dans les préfectures de Beyla et de Siguiri.

Les directions préfectorales des services techniques déconcentrés de l’Etat, sur la base du code de protection de l’environnement, ont imposé l’application stricte des mesures de protection de l’environnement et des sanctions qui en résultent.

Les communautés et les particuliers ont sollicité l’appui du projet pour avoir des alternatives à certaines pratiques qui dégradent l’environnement comme la coupe abusive de bois pour l’énergie au niveau domestique (chauffer de l’eau, faire de la cuisine et autres). Ces communautés ont sollicité l’aide du projet afin d’acquérir des compétences et infrastructures nécessaires dans le domaine agropastoral afin de réduire les conflits entre les acteurs impliqués avec ces lots de victimes.

**En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (limite de 2000 caractères):**

La méthodologie de planification a influencé positivement les pratiques quotidiennes de travail des ministères impliqués en particulier, le ministère de l'environnement dont le directeur du bureau de stratégie, de développement et des catastrophes a mentionné, je cite : ***" La planification commune adoptée pour ce projet est pour moi une source d'inspiration pour l'élaboration des plans de travail de mon ministère et cela de façon participative"***

A travers ce processus le ministère de l’environnement des eaux et forêts s’est doté d’un programme de gestion des catastrophes environnementales.

L'implication effective des communautés a permis une identification participative des causes de conflits induits ou accélérés par la dégradation environnementale par district et commune ainsi que des réponses pouvant permettre de réduire considérablement ces conflits et surtout d'améliorer les conditions de vie des jeunes bénéficiaires à travers la mise en œuvre des AGR et HIMO vertes; et enfin de renforcer la cohésion sociale.

Les partenaires impliqués dans la mise en œuvre des activités du projet sur le terrain ont à leur apprécié le caractère conjoint du projet avec multi acteurs qui a permis le partage de connaissances et d’expériences entre partenaires.

**Partie II: Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

*.*

* *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat 1: Les causes des conflits à la dégradation de l’environnement ainsi que la vulnérabilité des jeunes hommes et femmes à risque de radicalisation dans les zones cibles du projet sont réduites**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Résumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

# Le projet a commencé par le recrutement du staff et la mise en place des instances de gouvernance du projet (comité de pilotage et comité technique)

# Un plan de mise en œuvre ainsi que le plan de Suivi & Evaluation ont été élaborés de manière participative.

Des protocoles d’accord ont été signés avec six (6) ONG partenaires locales de mise en œuvre du projet sur le terrain.

# Quatre (4) ateliers préfectoraux et 20 communaux ont été organisés et ont permis l'identification des vingt (20) communes et 60 districts les plus impactés par la dégradation environnementale. Aussi, (20) cadres communaux de concertation ont été mis en place et formés en vue d'assurer la participation effective des acteurs à la base dans la mise en œuvre de l'ensemble des activités.

# 650 Jeunes Hommes et Femmes, à Risque de Radicalisation (JHoFARR) dont 500 à risque de radicalisation et 150 vulnérables ont été identifiés de manière participative avec l’appui des cadres de concertations. Parmi les 650 bénéficiaires du projet, 228 sont de jeunesfemmes soit 35%. Grâce l’approche participative, les causes des conflits liés à la dégradation environnementale et les réponses par localité ont été identifiés.

# 416 JHoFARR (96 jeunes vulnérable et 320 jeunes à risque de radicalisation) dont 146 jeunes femmes et 270 jeunes hommes ont été formés à l'esprit d'entreprise, 167 d'entre eux se sont orientés dans le développement des AGR vertes et 249 se sont orientés dans la réalisation des HIMO vertes. Les activités préparatoires pour la mise en œuvre des AGR et HIMO vertes identifiées sont en cours de finalisation. Au cours de ces orientations, les 416 JHoFARR et les communautés ont été sensibilisés sur la COVID-19 par les animateurs des ONG partenaires de mise en œuvre. .

# 186 élus locaux et services déconcentrés de l'Etat ont été formés sur "la Planification inclusive, transparente, sensible aux conflits et au genre dans les 20 communes des 4 préfectures cibles du projet.

# L'enquête de perception a été réalisée et a permis de renseigner certaines lignes de base des indicateurs du projet.

# Le Plan de Gestion Environnemental et Social (PGES) de Boké a été appuyé en formation, matériels et équipements. Ces appuis ont permis l’implication effective des services techniques de l’Etat dans la gestion des redevances minières et des projets de développement communautaire de manière transparente.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat: *(*Limite de 1000 caractères*)***

Le projet « appui à la gestion des risques liés à dégradation environnementale dans les zones à risque de radicalisation et de conflits potentiels » cible principalement des jeunes vulnérables et ceux à risque de radicalisation.

Le projet a alloué 30% du budget pour promouvoir l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes.

Avec un gender marker 2, les jeunes bénéficiaires du projet ont été identifiés. Parmi les 650 jeunes bénéficiaires directs, 228 sont des jeunes femmes, soit 35%.

Les cadres communaux de concertation sont composés de 15 personnes dont les 50% sont des femmes.

Dans le processus d’identification des zones les plus impactées par les conflits induits ou accélérés par la dégradation environnementale, les associations de femmes et les représentes des femmes ont activement participé et contribué à ce processus.

La dimension genre et de l’égalité des sexes était également au centre de la formation communautaire sur les impacts de la dégradation environnementale et de la mobilisation pour la préservation de l’environnement.

**Partie III: Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi:** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères) *Un comité technique a été tenu; et, a permis de faire une mise à jour du Plan de Mise en Œuvre (PMO) du projet.* *Une mission de suivi et d’évaluation des activités d’identification des 650 jeunes hommes et femmes dans les 4 préfectures s’est rendue du 31 janvier au 11 février 2020 dans les préfectures de Siguiri, Beyla, Kindia et Boké. L’objectif de la mission était de rencontrer les autorités à tous les niveaux, les services techniques déconcentrés des Ministères impliqués, les membres des cadres communaux de concertation ainsi que les bénéficiaires directes du projet pour recueillir leurs expressions sur le processus de déroulement de l’identification des bénéficiaires et des AGR et HIMO vertes.**Aussi, il y a eu des rencontres entre l’équipe de coordination UN et les ministères impliqués afin de s’accorder sur l’approche à mettre en place pour l’atteinte des objectifs du projet.*  | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence? Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires?  |
| **Evaluation:** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport? | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire): $ 30000.00Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)*: *L'évaluation finale du projet sera assurée par un consultant indépendant international. Les termes de référence de recrutement de ce consultant sont en cours d'élaboration. Aussi, cette évaluation sera précédé d'une enquête de perception à la fin du projet des populations sur les causes, les impacts socioéconomiques, les acteurs des conflits; la nature, la qualité et les impacts des AGR et HIMO mise en œuvre par les bénéficiaires en termes de réduction des conflits liés à la dégradation environnementale, réduction de la vulnérabilité et du risque de radicalisation des bénéficiaires, de la prise en compte de la dimension genre dans les PDL et PAI, de l'inclusivité des actions de développement local et de gestion communautaire. Les termes de référence de cette enquête de perception fin de projet sont déjà élaborés. Enfin, un atelier de restitution des résultats du projet sera organisé, regroupant l'ensemble des parties prenantes (bénéficiaires, communautés, autorités locales, ministères impliqués, ONGs partenaires de mise en œuvre, agences UN d'exécution, secrétariat du PBF et la primature.* |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet.*Dans le processus de mise en œuvre du projet, des échanges ont eu lieux entre l’équipe du projet et la Ashanti Gold de Siguiri afin de trouver les alternatives au déboisement à outrance et la dégradation environnementale par non seulement l’exploitation artisanale de l’Or ; mais aussi, par celle industrielle faite par l’usine (SAG).* *Il a alors question d’identifier les activités génératrices de revenus pouvant améliorer les conditions de vie des populations et préserver l’environnement.* *C’est ainsi que la SAG a décidé de développer la culture et le traitement de l’anacarde.*  | Nom de donnateur: Montant ($):USAID 8000000.00            |
| **Autre**: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères) :*Le projet « Appui à la gestion des risques liés à la dégradation environnementale à 1 résultat, 3 produits et 16 activités. A ce jour, 11 activités ont été mises en œuvre. Le retard de la mise en œuvre des autres activités est dû entre autres à la COVID-19. Ce retard nécessite une extension sans coût d’au moins de six (6) mois afin de finaliser la mise en œuvre de l’ensemble des activités afin de mieux apporter un impact pour un changement structurel, institutionnel et humain pouvant amener les populations à adopter des attitudes et comportements responsables favorables à la conservation de l’environnement qui réduisent les conflits induits ou accélérés par la dégradation environnementale.*  |       |

**Partie IV : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionner les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de données** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ Milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1***Les jeunes hommes et femmes à risque de radicalisation (JHoFARR) et les communautés sont sensibilisés aux conséquences de la dégradation environnementale, sont formés sur les technologies vertes et identifient ensemble les actions appropriées pour prévenir les conflits spécifiques à chaque zone.*  | Indicateur 1.1 :*Nombre de conflits induits ou accélérés par la dégradation environnementale* | *79%**(Donnée fournie par l’enquête de perception)* | *30%* | *7%* | *17%* | *La mise en place et le renforcement des capacités des Cadres Communaux de Concertation (CCC), la formation des élus locaux sur la planification inclusive, transparente, sensible aux conflits et au genre ainsi que la sensibilisation et la formation de masse sur les conséquences de la dégradation environnementale ont permis d’atteindre ce résultat.*  |
| Indicateur 1.2 :*Evolution de la vulnérabilité des jeunes hommes et femmes à risque de radicalisation, ciblés par le projet.* | *97%**(Donnée fournie par l’enquête de perception)* | *50%* | *5%* | *10%* | *L’élément accélérateur de la réduction de la vulnérabilité des 650 jeunes hommes et femmes à risque de radicalisation est la mise en œuvre et le développement des AGR et HIMO vertes.* *Cette activité est en cours de planification.*  |
| Produit 1.1 | Indicateur 1.1.1 :*Nombre de personnes formées et sensibilisées sur les technologies vertes, les impacts de la dégradation environnementale et la cohésion sociale* |  *12%*  | *70%* | *35%* | ***65%*** | *180 séances de formation et de sensibilisation ont été réalisées ; soit, 3 séances par district :* *650 JHoFARR, 200 élus, autres acteurs communautaires et services techniques déconcentrés de l'Etat ont été formés sur les technologies vertes, les impacts de la dégradation environnementale, la cohésion sociale à travers des séances de sensibilisation (70 séances de sensibilisation, 60 formations de masse, 180 causeries, 60 réunions des cadres de concertation) dans les 60 districts* |
| Indicateur 1.1.2 :*Nombre de personnes touchées par les séances de sensibilisation* | *14,4%* | *50%* | *10%* | *65% ont été touché (Au moins 1000 personnes ont été touchées par les séances de sensibilisation par commune ; soit 20000 au total).* | *Les activités de sensibilisation et de formation de masse ont permis de toucher une bonne partie de la population sur les conséquences de la dégradation environnementale et les AGR et HIMO vertes alternatives aux pratiques néfastes.*  |
|  | Indicateur 1.1.3*Nombre de cadre de concertation fonctionnel* | *0* | *20* | *20* | *20 cadres de concertation mis en place sont fonctionnel et participe activement à la mise en œuvre des activités du projet.*  | *La mise en œuvre d’une activité au niveau opérationnel est une occasion de renforcement des capacités des cadres communaux de concertation (CCC).*  |
| Indicateur 1.1.4Nombre de conflits spécifiques induits ou accélérés par la dégradation environnementale à chaque zone identifiés | *6 conflits par district* | *3 conflits par district* | *3 conflits par district* | *3 conflits par districts*  | *Au moins trois (3) conflits spécifiques induits ou accélérés par la dégradation environnementale ont été identifiés par district ; soit 180 conflits au total pour les 60 districts cibles du projet.* |
| Produit 1.2 | Indicateur 1.2.1*Nombre de bénéficiaires formés sur les techniques vertes et esprit d’entreprise et compétences nécessaires à la mise en œuvre des AGR et HIMO vertes identifiées.*  | *650 bénéficiaires directs* | *650 bénéficiaires directs* | 64% des bénéficiaires | *416 bénéficiaires directs ont été formés sur les techniques vertes, esprit d’entreprise et ont les compétences nécessaires pour mettre en œuvre les AGR et HIMO identifiées.*  | *Processus en cours* |
| Indicateur 1.2.2*% des bénéficiaires AGR toujours actifs à la fin du projet* | *260 bénéficiaires directs (40%)* | *260 bénéficiaires directs (40%)* | *0%.*  | *0%* | *Cette n’a pas encore été réalisée et sera évaluée à la fin du projet* |
| Produit 1.3 | Indicateur 1.3.1*Nombre d’élus locaux formés sur la planification sensible aux conflits et au genre* | *180* | 180 | *100%* | *180* | 180 élus locaux ont été formés sur la planification sensible aux conflits et au genre |
| Indicateur 1.3.2*Un mécanisme de suivi et de contrôle d’un PGES est revigoré et fonctionnel.*   | *0* | *1* | *1* | *100%* | *Le Comité préfectoral de gestion environnemental et social de Boké a bénéficié d’appuis techniques, matériels et en équipement ; et, il est fonctionnel.* |